



Formation Spécialisée Centrale du 5 février 2026

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Au risque de vous surprendre, les représentants du personnel sont des êtres humains comme les autres !

Malgré nos demandes et alertes répétées, sur les ordres du jour intenables, les documents transmis trop tardivement (connexion compliquée depuis la modification d'accès sécurisé par un code renvoyer sur messagerie voire connexion impossible à l'application RESANA), l'accumulation excessive des réunions, les fins de travaux à des heures tardives, l'administration persiste à ne tenir aucun compte des mises en garde des représentants élus du personnel. L'ordre du jour de cette FS, malgré une proposition de modification marginale, en est un nouvel exemple. Il est tout simplement impossible de mener à bien nos missions dans ces conditions.

Monsieur le président, au risque de vous surprendre, les représentants du personnel sont des agents comme les autres !

Si un DUERP spécifique à la FS du CSAC existait, il ressemblerait à tous les autres, et il en ressortirait les mêmes difficultés ressenties aujourd'hui par l'ensemble de nos collègues : charge de travail intenable, réorganisations incessantes et toujours imminent (notamment celles des services centraux et services à compétences nationales à la DGCCRF), politique du fait accompli, absence de collégialité, sentiment de qualité empêchée, moyens mis à disposition insuffisants, communication insatisfaisante, perte de sens en l'absence de prise en compte de nos alertes.

Que l'instance chargée de la prévention et de la qualité de vie au travail favorise de manière aussi désinvolte les facteurs de risques psycho sociaux (RPS) auxquels elle est censée remédier n'est pas seulement paradoxal !

C'est absolument inacceptable et démontre s'il en était besoin la duplicité de l'administration : organiser un dialogue social de façade tout en avançant à marche forcée sur des décisions déconnectées venues d'en haut, aboutissant systématiquement à la précarisation des agents, à la détérioration de leurs conditions de travail, de leur rémunération, de leur équilibre personnel, au recours systématique au management autoritaire sous couvert d'efficience, de modernisation, ou tout autre élément de communication à la mode.

Pour conclure :

- Il n'y a pas de consultation et/ou réunion préalable intersyndicale ;
- En contradiction avec le principe élémentaire de prévention, les représentants du personnel sont absents du traitement des fiches de signalement au fur et à mesure de leur validation par l'administration ;
- Votre choix de reléguer la méthodologie de la FS lors d'un GT le 11 mars en fin de journée démontre votre mépris des représentants du personnel et du dialogue social.
- Nous demandons :
 - 1 - Des droits d'accès supplémentaires à l'application RESANA, du fait de son accès limité à une seule adresse mél depuis le 27 janvier 2026 ;
 - 2 - En urgence, que soit porté à l'ordre du jour d'une FS le DUERP-PAP du SIRCOM ;
 - 3 - Que la réorganisation des services centraux (AC) et services à compétences nationale de la DGCCRF (ENCCRF, SICCRF, SNE) soit mis à l'ordre du jour d'un prochain CSAC.

Devant l'absence de réponse satisfaisante à nos demandes, nous nous retirons de cette séance.

Bercy le 5 février 2026.